

« Le dirigeant russe transforme l'histoire en champ de bataille »

Pour l'universitaire Antoon De Baets, l'inscription du concept de « vérité historique » dans la Constitution Russe reflète une situation inquiétante

ENTRETIEN

Antoon De Baets est professeur d'histoire, d'éthique et des droits humains à l'université de Groningue, aux Pays-Bas. Auteur de plus de 200 publications, il a notamment écrit *Crimes Against History* (Routledge, 2018). Depuis 1995, il anime le réseau d'historiens *Network of Concerned Historians*.

Que recouvre la notion de « Crimes contre l'histoire » dont vous êtes le promoteur ?

Ce concept s'inspire des crimes contre l'humanité. Il repose sur des attaques à grande échelle et systématiques contre les producteurs d'histoire, c'est-à-dire tous ceux qui traitent de sources historiques, par le biais des assassinats et disparitions d'historiens, les attaques personnelles, les persécutions arbitraires, la destruction intentionnelle de l'héritage

culturel d'un pays, mais aussi les infx, la désinformation qui inclut la négation d'atrocités, de crimes de guerre et de certains pans de l'histoire. Je possède une liste assez complète d'historiens persécutés dans 75 pays, dont un cinquième travaillait en URSS. Dès janvier 1918, Lénine disait : « La révolution n'a pas besoin d'historiens. »

L'URSS a disparu, mais la Russie d'aujourd'hui, qui revendique son héritage dans la Constitution, vous inquiète-t-elle ?

Le contexte en Russie est fondamentalement différent de la période soviétique. L'assassinat d'historiens n'est certes pas comparable avec les années 1930, mais le rapport publié jeudi par la FIDH [Fédération internationale des droits de l'homme] prouve d'une manière saisissante que toutes les formes de crimes contre l'histoire sont réunies. Un historien

comme [Sergueï] Kolytchine est mort en détention, Natalia Estemirova [historienne et journaliste, membre de l'ONG Memorial] a été assassinée, comme Paul Klebnikov [historien-journaliste américain d'origine russe] parce qu'ils écrivaient sur la Tchétchénie... D'autres ont dû quitter le pays, ou sont persécutés comme l'historien Iouri Dmitriev.

Rendez-vous compte, aussi, qu'un massacre comme celui de Katyn [l'assassinat de milliers d'officiers polonais par le NKVD

au printemps 1940], avoué depuis des années, est désormais étouffé. C'est à peine croyable après tant de travaux. La négation est le dernier stade du crime contre l'histoire.

La situation s'est détériorée depuis les années 2000 sous le régime autoritaire de Poutine, et cela empire. Il y a assez peu de constitutions au monde qui prescrivent comment on doit écrire l'histoire, comme cela a été fait en 2020 avec l'introduction du concept de « vérité historique » dans la Loi

fondamentale ! Comme en Chine, le dirigeant russe transforme l'histoire en champ de bataille pour légitimer son pouvoir en développant une vision cohérente, soutenue par une logique qu'il ne faut pas sous-estimer, et l'arme la plus importante dont il dispose concerne évidemment la législation. Le cadre juridique est coercitif, complet et efficace. Il témoigne d'une ambiguïté remarquable car les quelques commémorations ou initiatives officielles, destinées à saper la critique légitime, laissent l'observateur parfois confus.

La Russie n'est pas la seule concernée par le révisionnisme historique...

Certes non ! Il faudrait documenter davantage les crimes contre l'histoire en Chine, en Turquie, en Iran, au Guatemala ou au Brésil. Même l'Europe n'est pas à l'abri. On le voit bien avec les lois mémorielles et les initiatives révisionnistes entreprises en Pologne ou en Hongrie. Je salue au

« RENDEZ-VOUS COMPTE QU'UN MASSACRE COMME CELUI DE KATYN, AVOUÉ DEPUIS DES ANNÉES, EST DÉSORMAIS ÉTOUFFÉ »

passage la démarche d'Emmanuel Macron sur le Rwanda, ce sont des pas très importants, mais l'accès aux archives reste un problème crucial dans bien des pays, comme en Inde. N'oublions pas, non plus, l'importance des manuels scolaires et la difficulté dans laquelle se trouvent aujourd'hui des enseignants d'histoire, notamment après l'assassinat de Samuel Paty [en octobre 2020], qui éprouvent des difficultés à aborder les pages sombres de notre histoire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR I. M.

autrice, la députée Irina Iarovaïa, « cela aurait pour conséquence de rendre illégal tout débat sur les crimes commis par les soldats soviétiques », souligne le rapport de la FIDH. Entre 2014 et 2019, 9 171 personnes ont été condamnées à des amendes ou à des peines allant jusqu'à quinze jours d'emprisonnement, souvent pour de simples messages sur les réseaux sociaux, en vertu de cette panoplie de lois répressives.

RÉPRESSION

Certes, l'Etat russe ne nie pas complètement les pages sombres du passé soviétique. Des musées du goulag existent. Un Mur du chagrin, inauguré par Vladimir Poutine en 2017, a été érigé en hommage aux victimes, mais il reste anonyme et à bonne distance de la Loubianka, le siège historique des services de sécurité, et encore aujourd'hui celui du FSB. « En dépersonnalisant les victimes, le pouvoir cherche, en réalité, à présenter les persécutions de l'ère soviétique comme une sorte de "catastrophe naturelle" », décrypte le rapport. Sans doute, aussi, souhaite-t-il épargner un régime dont il revendique une part d'héritage.

Le résultat de cette politique est lourd. La liberté d'expression, de rassemblement, et les droits humains sont chaque jour davantage bafoués, la répression contre les historiens « dissidents » s'accroît et la recherche historique n'est plus que l'ombre d'elle-même. Des pans entiers du passé, comme le pacte germano-soviétique de 1939, sont revisités ou disparaissent des manuels scolaires corrigés et dont le nombre a considérablement chuté. Alors qu'en 1990 le dernier gouvernement soviétique avait reconnu le massacre de milliers d'officiers polonais à Katyn, en juin 1940, cette responsabilité est aujourd'hui niée. En 2020, la Société russe d'histoire militaire a estimé que le consensus sur cette tuerie de masse faisait « partie d'une propagande plus générale visant à faire porter à l'URSS la responsabilité du déclenchement de la seconde guerre mondiale ». Deux plaques mémorielles installées à Tver (ex-Kalinine, ouest de la Russie) ont été retirées.

Et désormais, le modèle russe s'exporte. Au Nicaragua, une loi votée en 2020 oblige les ONG à s'enregistrer comme « agents de l'étranger », moyennant quoi leurs personnels, identifiés comme tels, perdent le droit de se présenter à quelque élection que ce soit. « Quand on regarde le détail des articles, c'est presque du copié-collé », relève Jimena Reyes, directrice du bureau des Amériques à la FIDH. Le Venezuela, qui entretient des liens étroits avec Moscou, serait sur la même voie. ■

ISABELLE MANDRAUD

DEPUIS L'ARRIVÉE AU KREMLIN DE VLADIMIR POUTINE, EN 2000, PAS MOINS DE SEPT LOIS MÉMORIELLES ONT ÉTÉ ADOPTÉES



Hotel Principe Di Savoia
 Milano



MAISON FAMILIALE INDÉPENDANTE

Laurent-Perrier

Cuvée Rosé, choisie par les meilleurs.



©champagnelaurentperrier www.laurent-perrier.com Photographie : Iris Velghe / Illustration : José Lozano

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.